



Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique de l'État et dans la Magistrature - (Version consolidée au 29 juin 2006)

(JO Lois et Décrets du 29 août 2000 page 13301)

Modifié par :

Décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004, JORF du 30 ;

Décret n° 2006-744 du 27 juin 2006, JORF du 29.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État, et du Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,

Vu la Directive 93/104/CE du Conseil de l'Union Européenne du 23 novembre 1993 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des Fonctionnaires, ensemble la Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions relatives à la Fonction Publique de l'État ;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'État en date du 20 juin 2000 ;

Le Conseil d'État (section des Finances) entendu,

Décète :

Art. 1er. (Modifié par Décret n° 2004-1307 du 26 novembre 2004, art. 1er, avec effet au 1er janvier 2005) - La durée du travail effectif est fixée à trente-cinq heures par semaine dans les services et Établissements Publics Administratifs de l'État ainsi que dans les Établissements Publics Locaux d'Enseignement. Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1.607 heures maximum, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées. Cette durée annuelle peut être réduite, par Arrêté du Ministre intéressé, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget, pris après avis du Comité Technique Paritaire Ministériel et le cas échéant du Comité d'Hygiène et de Sécurité, pour tenir compte des sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail, ou de travaux pénibles ou dangereux.

Art. 2. - La durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Art. 3. - I. - L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies. La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante-huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures. La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures. Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures. L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures. Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures. Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Art. 3. - II. - Il ne peut être dérogé aux règles énoncées au I que dans les cas et conditions ci-après :

a) Lorsque l'objet même du Service public en cause l'exige en permanence, notamment pour la

protection des personnes et des biens, par Décret en Conseil d'État, pris après avis du Comité d'Hygiène et de Sécurité le cas échéant, du Comité Technique Paritaire Ministériel et du Conseil Supérieur de la Fonction Publique, qui détermine les contreparties accordées aux catégories d'agents concernés ;

b) Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, par décision du Chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel au Comité Technique Paritaire compétent.

Art. 4. - Le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel de manière que la durée du travail soit conforme sur l'année au décompte prévu à l'article 1er. Des Arrêtés ministériels pris après avis des Comités Techniques Paritaires Ministériels compétents définissent les cycles de travail auxquels peuvent avoir recours les services. Ces Arrêtés déterminent notamment la durée des cycles, les bornes quotidiennes et hebdomadaires, les modalités de repos et de pause. Ces cycles peuvent être définis par service ou par nature de fonction. Les conditions de mise en oeuvre de ces cycles et les horaires de travail en résultant sont définies pour chaque service ou établissement, après consultation du Comité Technique Paritaire. Pour les agents relevant d'un régime de décompte horaire des heures supplémentaires, celles-ci sont prises en compte dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail. Elles font l'objet d'une compensation horaire dans un délai fixé par Arrêté du Ministre intéressé, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget, après avis du Comité Technique Paritaire Ministériel. A défaut, elles sont indemnisées.

Art. 5. - Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'Administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif. Des Arrêtés du Ministre intéressé, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget, pris après consultation des Comités Techniques Paritaires Ministériels, déterminent les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes. Les modalités de leur rémunération ou de leur compensation sont précisées par Décret. La liste des emplois concernés et les modalités d'organisation des astreintes sont fixées après consultation des Comités Techniques Paritaires.

Art. 6. - La possibilité de travailler selon un horaire variable peut être organisée, sous réserve des nécessités du service, après consultation du Comité Technique Paritaire. Cette organisation définit une période de référence, en principe une quinzaine ou un mois, au sein de laquelle chaque agent doit accomplir un nombre d'heures de travail correspondant à la durée réglementaire afférente à la période considérée. Un dispositif dit de crédit-débit peut permettre le report d'un nombre limité d'heures de travail d'une période sur l'autre. Il précise le maximum d'heures pouvant être inscrit au débit ou au crédit de la situation des agents. Pour une période de référence portant sur la quinzaine ou le mois, ce plafond ne peut respectivement être fixé à plus de six heures et plus de douze heures. L'organisation des horaires variables doit être déterminée en tenant compte des missions spécifiques des services ainsi que des heures d'affluence du public et comprendre soit une vacation minimale de travail ne pouvant être inférieure à quatre heures par jour, soit des plages fixes d'une durée au minimum équivalente, au cours desquelles la présence de la totalité du personnel est obligatoire, et des plages mobiles, à l'intérieur desquelles l'agent choisit quotidiennement ses heures d'arrivée et de départ. Un décompte exact du temps de travail accompli chaque jour par chaque agent doit être opéré. Tout agent est tenu de se soumettre à ces modalités de contrôle.

Art. 7. - Les régimes d'obligations de service sont, pour les personnels en relevant, ceux définis dans les statuts particuliers de leur corps ou dans un texte réglementaire relatif à un ou plusieurs corps.

Art. 8. - Une durée équivalente à la durée légale peut être instituée par Décret en Conseil d'État, pris après avis du Conseil Supérieur de la Fonction Publique de l'État et du Comité

Technique Paritaire Ministériel pour des corps ou emplois dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif tel que défini à l'article 2. Ces périodes sont rémunérées conformément à la grille des classifications et des rémunérations.

Art. 9. - Des Arrêtés du Ministre intéressé, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget définissent, après avis du Comité Technique Paritaire Ministériel concerné, les autres situations dans lesquelles des obligations liées au travail sont imposées aux agents sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte, ainsi que les modalités de leur rémunération ou de leur compensation.

Art. 10. - Sans préjudice des dispositions de l'article 3, le régime de travail de personnels chargés soit de fonctions d'encadrement, soit de fonctions de conception lorsqu'ils bénéficient d'une large autonomie dans l'organisation de leur travail ou sont soumis à de fréquents déplacements de longue durée peut, le cas échéant, faire l'objet de dispositions spécifiques adaptées à la nature et à l'organisation du service ainsi qu'au contenu des missions de ces personnels. Ces dispositions sont adoptées par Arrêté du Ministre intéressé, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget, pris après avis du Comité Technique Paritaire Ministériel.

Art. 10 bis. (*Inséré par Décret n° 2006-744 du 27 juin 2006, art. 1er, 2°*) - Les dispositions du présent Décret sont applicables aux magistrats de l'ordre judiciaire régis par l'Ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant Loi Organique relative au Statut de la Magistrature sous réserve des adaptations spécifiques exigées par la nature et l'organisation du service judiciaire ainsi que par le contenu de leurs missions. Ces adaptations sont définies par Arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget.

Art. 11. - Le Décret n° 94-725 du 24 août 1994 relatif à la durée hebdomadaire du travail dans la Fonction Publique de l'État est abrogé.

Art. 12. - Le présent Décret entre en vigueur au 1er janvier 2002. Cette date peut être anticipée par Arrêté du Ministre intéressé, du Ministre chargé de la Fonction Publique et du Ministre chargé du Budget, pris après avis du Comité Technique Paritaire Ministériel pour certains services, établissements ou catégories de personnels.

Art. 13. - Le Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État, et la Secrétaire d'État au Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

Fait à Paris, le 25 août 2000.

Par le Premier Ministre :
Lionel Jospin

Le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l'État,
Michel Sapin

Le Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,
Laurent Fabius

La Secrétaire d'État au Budget,
Florence Parly